



1^{ères} assises
régionales pour la

BIODIVERSITÉ

Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

© Frédéric Denhez

Tous engagés pour la biodiversité !



La région Occitanie réunissait le 16 octobre 2018 ses premières assises de la biodiversité. Après un audit qui avait qualifié les enjeux majeurs, plusieurs centaines de participants ont débattu des leviers sur lesquels agir afin que l'avenir de la région ne se dessine pas sans nature. Le chemin tracé sera long, car très ambitieux : ni plus ni moins que subordonner les engagements de la région à des critères environnementaux, notamment au respect de ce qui il y a encore cinq ans était absent des débats, le sol.

Le 16 octobre 2018, la région Occitanie lançait la procédure d'élaboration de sa stratégie régionale de la biodiversité (SRB), et la météorologie vint se présenter aux débats. Se tenant au lendemain de la catastrophe de Trèbe et de Vilgalhenc, les premières assises régionales de la biodiversité étaient imprégnées de toute l'eau qui avait dévalé pour avaler les bourgs martyres de l'Aude. Dans son discours d'ouverture, Agnès Langevine, vice-présidente chargée de l'environnement, résuma les choses simplement : « au-delà de la peine, de l'émotion, de la nécessaire solidarité, nous savons que nous y sommes : les impacts du changement climatique ne sont plus un vague futur auquel nous aurons à nous préparer, mais un présent bien réel qui nous oblige à prendre nos responsabilités, à agir plus vite et plus fort dans nos territoires déjà vulnérables, pour tenter de laisser une nature encore en capacité de nous rendre ses services dont nous sommes entièrement dépendants. Il s'agit bien de nous réconcilier avec la nature, et c'est bien de cette alliance dont il est question dans ces premières assises. »



Biodiversité, la Région Occitania pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



LE SOL, LE FONCIER

Dès le début de la journée, on était déjà donc plus loin et plus haut qu'une modeste stratégie, on se trouvait à la lumière d'une philosophie à laquelle il s'agirait bientôt de se référer afin que nous ayons un avenir convenable. Et pour cela, mettre la biodiversité partout, dans toutes les politiques publiques. Avec un grand déterminant, que martela la présidente de région, Carole Delga, dans son discours de clôture : « Nous ne pouvons pas continuer à consommer comme au XXe siècle, en particulier le foncier agricole comme nous l'avons fait. Nous avons l'habitude de l'étalement urbain. En tant que présidente de la Région, je prends clairement position sur ses sujets : nous devons stopper la consommation du foncier agricole, nous demandons aussi aux agriculteurs de changer de façon de produire, et pour leur donner la force, il faut leur donner des moyens, mais aussi expliquer à tous l'importance du foncier agricole et inciter les citoyens à manger autrement. »

Les sols, donc. Et l'eau. Les sols, parce que l'eau. L'eau, parce que les sols. En tirant le fil des inondations et des pénuries d'eau dans le bassin Adour-Garonne, on arrive à la qualité et à la quantité des sols et donc, à la fois à l'urbanisation et aux modes de production agricole, lesquels sont en partie dépendants de ce que le consommateur veut bien mettre dans son assiette. Manger, c'est dessiner un paysage que les agriculteurs entretiennent par leur volonté et leurs moyens. Tout est lié en écologie, et la région Occitania semble l'avoir compris.

L'EAU, LE CLIMAT

Les enjeux avaient été identifiés avant ces premières assises, et ont été débattus durant l'après-midi. Le premier, que l'on retrouve dans les autres régions littorales, est démographique : comment concilier biodiversité, tourisme et arrivée de 50 000 nouveaux habitants par an dans la région (!), alors même que c'est bien les paysages d'ici, et donc, la biodiversité locale, qui attire ? Le risque est d'artificialiser encore un peu plus la périphérie des villes, les abords des voies de communication et surtout la bande littorale, déjà bien transformée. Comment faire, qui plus est, dans une région où la surface des prairies, lesquelles, avec les forêts, représentent ce qui se fait de mieux en matière de services écologiques, a été réduite de près de la moitié entre 1990 et 2012 ? Une région où seulement 13 des 30 schémas de cohérence territoriale approuvés intègrent des corridors écologiques (les



Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



trames vertes et bleues) ? De bonnes questions, dont les réponses éclaireront le second enjeu identifié, celui du changement climatique. Depuis qu'il s'est installé, les étiages sont plus précoces et plus importants dans le bassin, ce qui se traduit concrètement par des déficits hydriques de l'ordre de 20 à 40 % en été, et par des épisodes de mauvaise qualité de l'eau : quand il y a moins d'eau qui s'évapore plus vite, la concentration en polluants augmente. En outre, 27 % des cours d'eau et des nappes considérés comme problématiques en France au regard de la directive-cadre européenne se trouvent dans le bassin Adour-Garonne. Hormis la baisse de la consommation et la rénovation du réseau qui perd un quart de sa capacité à cause des fuites, mais aussi la création de retenues collinaires inenvisageables tant que la région n'aura pas absorbé le traumatisme de Sivens, les solutions avancées dans le cadre de la SRB reposent sur la nature : promouvoir... les prairies, encore elles, aussi les zones humides et les forêts. Difficile, dans une région où l'on retourne la terre et l'on draine les zones humides pour faire des céréales, où l'on plante du Douglas pour faire du bois, aux dépens de la diversité des peuplements. Mais voilà, les solutions fondées sur la nature reposent sur la valeur qu'on veut bien lui donner, et cette valeur reste encore faible, c'est le moins qu'on puisse dire.

DES POLITIQUES PUBLIQUES TRANSVERSALES

C'est justement là le troisième enjeu identifié : faire de la biodiversité un atout pour l'économie d'une région qui est à la fois la première en France en termes de... biodiversité, de surface agricole utile et de tourisme ! Comment ? En mobilisant les énergies, quatrième enjeu, ce qui ne veut pas dire grand-chose, hormis le fait que l'Occitanie a la particularité d'être finement maillée par 135 associations agréées de protection de la nature, sans compter toutes les autres et les coopératives qui, tous ensemble, assurent mine de rien un service public : celui de maintenir les composantes de la biodiversité dans un état acceptable. Mobiliser les énergies, cela s'adresse également aux collectivités, de façon à ce que les politiques publiques se fassent à l'avenir au bénéfice de la biodiversité. C'est le cinquième enjeu, qui a poussé sur le constat que le développement des énergies renouvelables s'est souvent fait sans penser à la biodiversité, avec un autre, celui d'une importante artificialisation des sols due à la construction de logements sociaux, et d'un autre encore, le constat de rénovations énergétiques qui, par une isolation par l'extérieur mal pensée, ont



Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



conduit à la fuite des hirondelles et des chauves-souris. Tout cela parce que chacun réfléchit dans son coin, « en silo », qui l'énergie, qui l'habitat, le transport ou la biodiversité : il s'agirait à l'avenir de consulter tout le monde avant de débloquer les moyens d'une politique publique. Enfin, sixième enjeu, les façons d'agir. Les taxes, les redevances, les impôts ; mais aussi le financement privé - sous quelles formes ?-, le tissu associatif et coopératif.

PLANIDIIONS, DEGOUDRONNONS !

À partir de ces enjeux à peu près partagés par tous, les ateliers de l'après-midi ont fourni une masse impressionnante de propositions.

Dans l'avenir idéal dessiné par les participants, la préservation des sols passe par une planification, ce mot qu'on n'ose plus employer tant il rappelle les Trente glorieuses, qui semble pourtant évident dès lors qu'on tente d'imaginer un futur souhaitable, au-delà d'un mandat électoral. Une planification qui imposerait à tous les projets d'aménagements d'être conformes à la séquence ERC (éviter le projet si possible, en réduire les impacts, et en dernier lieu, si vraiment on n'a pu faire autrement, les compenser), pour espérer recevoir des financements régionaux. Une planification qui interdirait par exemple l'installation de panneaux photovoltaïques sur les terres agricoles, et obligerait les aménageurs à concevoir des parkings perméables à l'eau, et végétalisés. Une proposition déjà dans la loi de 2016, qui a eu comme effet pervers de permettre aux promoteurs de verdir leurs projets à l'ombre de rangées d'arbres.

Plus original, voici le « dégoudronnage » ! Celui des cours d'école, qui permettrait de faire du potager et du jardin dans les maternelles et les primaires, la meilleure chose qui puisse arriver à un enfant pour lui faire vivre les sciences naturelles. Dégoudronnage, un barbarisme assez laid, qui est le synonyme d'un autre, quasi officiel celui-là, le verbe désartificialiser. La région veut en effet atteindre l'objectif « zéro artificialisation nette » afin de stopper l'étalement urbain. Pas un mètre carré de plus de terre goudronnée ou bétonnée ! Par quel moyen ? Pour les participants, atteindre ce zéro-là, que l'ancien ministre Hulot avait également défendu en juillet 2018, oblige à construire sur l'existant, sur les friches industrielles et commerciales, à combler les trous de l'aménagement du territoire des zones denses, les fameuses « dents creuses », et... implique d'imposer la restauration de 50 m² de



Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



sols anciennement recouverts par du béton ou du macadam pour chaque nouvel habitant s'installant en Occitanie. Une belle idée.

ET L'ECONOMIE ?

Évidemment, il faut faire comprendre cela au monde économique qui a besoin de gagner de l'argent et pour cela, d'aménager. De bâtir. Malheureusement, le contenu des propositions exhalait surtout une forte odeur critique du libéralisme et des indicateurs économiques d'aujourd'hui. Pour tout dire, on entendait et on lisait une peur, un mépris, un rejet puissant du capitalisme. Il y eut donc peu de propositions économiques concrètes, on est resté dans le vague. Il faut dire qu'un sondage à main levée montra lors de la restitution des ateliers que les chefs d'entreprise étaient une denrée aussi rare que les agriculteurs dans l'assemblée des participants. L'inverse aurait sans doute permis de consolider un peu les propositions assez communes d'instaurer une économie circulaire, une écologie industrielle, et de rendre « le néfaste non rentable ». De quelle manière ? Cela ne fut pas dit, et c'est dommage, car on ne préservera pas la biodiversité sans exclure les acteurs économiques. Une idée a tout de même été avancée : créer une sorte de corps « d'ingénieur en biodiversité » dans lequel les entrepreneurs viendraient puiser pour les aider à rester bien dans les clous de la nouvelle économie verte. Très intéressante cette proposition qui, déjà, avait présidé à la création des formations universitaires de troisième cycle en ingénierie de l'environnement, il y a un quart de siècle. Sans grand succès, si ce n'est qu'aujourd'hui, ces ingénieurs sont nombreux, et ne sont plus regardés comme des étrangetés. Il faut les employer.

ÉVALUER, INDIQUER

Pourquoi pas effectivement comme des commissaires aux comptes environnementaux ?

Ces ingénieurs existent, et savent par formation comment évaluer les services que rendent les écosystèmes. Mais ils ne doivent pas être trop consultés, car les participants sont tous tombés d'accord pour réclamer une bonne compréhension du fonctionnement des milieux naturels à l'échelle de la région. Cela manquerait-il autant qu'une bonne cartographie de l'usage des sols ? Il faut le croire : en France en 2018, on manque de données... À l'avenir, les territoires composant la région se



Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



soumettront à de nouveaux indicateurs qui pourraient également faire office de beaux indicateurs économiques : les collectivités devront demain évaluer les services rendus par leurs milieux naturels et agricoles, le pourcentage de fragmentation de ces milieux, la part d'artificialisation, l'aire occupée par les zones humides, l'indice de connectivité des milieux naturels, entre autres. En la matière, les participants ont été très inventifs pour que la région puisse augmenter ses capacités de résilience et d'adaptation au changement climatique.

En protégeant d'abord ses zones humides, ses pollinisateurs, ses forêts matures (celles qui stockent le plus de carbone), ses « infrastructures agroécologiques » comme les haies et les prairies, et la biodiversité de tous les jours, celle des jardins et des potagers. Voilà cités les biotopes considérés comme les plus importants par les participants aux assises.

Coûteux en argent et en courage politique, ce vaste programme, car il implique de fait une coordination globale des politiques d'urbanisme et un assujettissement de celles-ci aux objectifs du développement durable. Autrement dit, une maîtrise foncière par la région qui heurtera la volonté de tout un chacun de devenir propriétaire. La cohérence est à ce prix : préserver l'environnement, c'est contrôler et encadrer ce qui se fait dans le paysage, et donc garder un œil, voire la main, sur le foncier sur lequel l'eau coule et le sol respire.

FORMER, INFORMER

Les propositions sont en réalité toutes orientées vers une défense résolue de l'intérêt général. Demain, idéalement, les politiques publiques, toutes les politiques publiques, sans exception, seront évaluées selon les recommandations de la future stratégie régionale de la biodiversité. Demain, les politiques seront cohérentes entre leurs différentes dimensions, et entre les territoires sur lesquels elles s'exercent. La transversalité est une quête indispensable. Elle passe par une mobilisation massive des citoyens. De cent pour cent des citoyens... avec l'information sur la biodiversité partout, dans toutes les formations, dans toutes les écoles, dans les démarches RSE des entreprises ! Y compris les élus. Comment ? Certains participants y sont allés d'un « engagement citoyen à changer de mode de vie », que signerait chacun d'entre nous. Sur quels critères établirait-on l'évaluation et... la sanction ? Cela n'a pas été évoqué, heureusement. Plus pragmatiques, l'acculturation en matière de biodiversité devrait reposer sur des

Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



indicateurs pratiques, comme le nombre de vergers plantés, d'adhérents nouveaux aux associations, d'actions de sensibilisation conduites, de participants à des opérations de sciences participatives, de visiteurs des sites naturels, de personnes directement formées etc., mais aussi des indicateurs physiques tels que la consommation d'énergie, d'eau, de sol par personne, par quartier, par élu. Le but est bien « d'interpeller les gens sur leur quotidien », afin que la biodiversité se place en filigrane de notre mode de vie. On pourrait commencer par des maquettes pédagogiques - déjà fait, assez peu efficaces - et des spots télé à insérer dans le tunnel de pubs entre la fin du JT et le film du soir.

Tout cela coûtera cher, très cher, mais les participants ont des idées. Comme celle d'affecter des professionnels à une sorte d'ingénierie spécialisée dans le montage de dossiers de financement divers et variés, en particulier européens. Ou de créer une TVA spécifique à la biodiversité, et un « 1 % » sur le modèle du 1 % culturel. Ou encore d'un bonus/ malus écologique, idée en l'air depuis des années, qui s'appuie sur les bonus/malus des contrats de circulation ferroviaire.

C'EST LA DEMOCRATIE, LA BIODIVERSITE

Formidable exercice que ces assises, qui ont mis les acteurs régionaux de la nature face à la responsabilité qui leur est faite : organiser l'avenir de l'Occitanie avec la nature, en identifiant les enjeux à ne pas oublier, et les bons leviers sur lesquels agir. Quatre principaux ont été identifiés. Le premier est l'évaluation précise de ce qui se trouve en Occitanie, aussi bien les espèces que les milieux naturels, les itinéraires agricoles que les parkings, les corridors écologiques et les rocadés. Sans une bonne collection de cartes, on ne peut savoir d'où l'on vient ni sur quelle tendance on se trouve. D'une région à l'autre, c'est le même constat : la France sait tout voir, tout enregistrer, elle a la capacité à cibler un pickup djihadiste à 5000 km de distance, pourtant, elle ne sait pas voir précisément la destination de ses sols. Sans doute cela l'arrange-t-elle, elle qui depuis la loi de modernisation de l'économie de 2007 a libéré les zones d'activités commerciales de leurs entraves. Qui ne sait pas ne peut être tenu pour responsable. Il n'y aura pas de bonne stratégie régionale de la biodiversité sans une cartographie précise, comme celle existant en Normandie grâce à l'observatoire Vigisol qui, depuis quinze ans, voit au mètre près ce qui se passe dans la région, et sait sur quels leviers réels agir.



Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



Il n'y aura pas non plus de bonne stratégie sans une bonne acceptation sociale. C'est le second enjeu majeur. Qui peut espérer adosser toute politique publique à des contingences environnementales si les citoyens restent apeurés par le monde qui va, qui les prive de visibilité et d'espoir d'améliorations ? L'écologie est un sport de riches dès lors qu'elle se contente d'être une intellectualisation des problèmes, une stratégie de défense face à une catastrophe sans cesse agitée qui, dans notre culture judéo-chrétienne, ne peut qu'advenir après avoir condamné les pêcheurs que nous sommes à la pénitence. L'écologie doit s'oublier, devenir un filigrane de tout auquel on ne pense pas. C'est ce qui est en train de se passer chez les « sachants », des élus, des chefs d'entreprise, mais le peuple qui souffre et manifeste est encore loin de l'acculturation. L'écologie reste pour les « gens » que la société a poussé à habiter loin, en voiture et en pavillon, une abstraction qui ne remplira pas leurs réservoirs, leurs radiateurs ni leur caddie. Alors, oui, il faut faire un effort gigantesque en matière d'éducation et de formation. Mais pas une formation à la biodiversité ni à l'environnement, non, plutôt une éducation aux sens, à tous les sens, une convocation du passé des territoires de vie, une démonstration dans chaque domaine que tout est dans tout, que tout est relié, une explication du comment ça marche. Voilà pourquoi parler des sols est si important : tirer le fil du sol, c'est démêler les pelotes de l'agriculture, de l'eau, des inondations, des étiages, de l'érosion sur les routes, de la biodiversité, des abeilles, des haies, du climat, et on en arrive forcément à l'aménagement du territoire et au foncier.

Le foncier, troisième enjeu, majeur. Énorme. Qui ne le maîtrise pas ne peut rien faire. En exagérant un peu, on peut dire que les problèmes d'environnement sont aussi les problèmes de la vie de tous les jours parce qu'ils relèvent d'un foncier qui, sans aucun contrôle, est devenu tellement cher qu'il a contraint les villes à s'étendre et les citoyens à s'éloigner, toujours plus loin, fragmentant toujours plus les milieux naturels, goudronnant toujours plus de terres pour perdre son argent à remplir la cuve à fioul de la maison et le réservoir à diesel de la voiture. Si l'on admet que la biodiversité relève de l'intérêt général, que les services écosystémiques doivent être maintenus coûte que coûte, il faut aller jusqu'au bout et décider que, par endroits, le foncier doit être considéré comme un bien commun. Cela réclame du courage, et surtout une vision politique. Et des élus capables d'aller au-delà de leurs mandats ayant autre chose en tête que les indicateurs économiques : des élus formés, eux aussi, à comprendre la valeur de ce qui n'en a pas.



Biodiversité, la Région Occitanie pense à son avenir

Tous engagés pour la biodiversité !



Mais, ne l'oublions pas, qui seront toujours le reflet de l'état d'esprit de leurs électeurs.

Ce qui amène à un quatrième enjeu, la démocratie. Elle est de plus en plus son propre obstacle, car elle est dévoyée par un usage pervers. La meilleure façon de ralentir un projet de société est de le laisser en pâture à une population qui n'en comprend pas les fondements. Quel est l'intérêt d'un énième débat public sur tel ou tel champ d'éoliennes alors que ce sont toujours les mêmes personnes qui viennent pour débiter toujours les mêmes arguments ? Quel est même l'intérêt du débat public en France qui arrive toujours à la fin d'un projet d'aménagement ? Les enjeux sont trop importants pour être confiés au nombrilisme, à l'esprit de clocher, au militantisme et à la routine. Or, puisqu'il y a obligation de débattre, le débat est devenu une industrie, qui se contente de recueillir des opinions puisque c'est ce qu'on demande. Une routine inscrite dans la loi, dont on se débarrasse par un formatage et une normalisation qui empêchent de bien voir le contexte des réponses. Dont l'essentiel : qui a répondu ? Quel était le niveau de connaissance préalable ? Quels étaient les biais affectifs et culturels ? Autrement dit, quel est le bruit de fond émotionnel, militant et des intérêts particuliers sans lequel, en bonne pratique statistique, on ne peut conclure ? Un débat public ouvert au public ne sert pas à grand-chose si l'on n'a pas identifié la part de public qui a intérêt à y assister. Un débat public n'a aucun intérêt si le public n'a qu'une connaissance vague du sujet, et ne libère alors que ses émotions. Si vraiment on estime l'enjeu important, alors il y a une solution : tirer au sort parmi les listes électorales, former convenablement les personnes désignées, leur donner le pouvoir de participer réellement à la décision finale. Cela créerait des corps intermédiaires momentanés qui viendraient s'interposer entre le peuple nu et les lobbies bien couverts. Préserver la biodiversité passe aussi par la chasse à cette démagogie qui consiste à faire croire au peuple qu'il décide parce que des réunions publiques sont organisées. Le peuple décide quand il est éclairé, il l'est quand on a décidé qu'il le soit. La biodiversité, c'est décider. Que ça plaise, ou non.